



Montréal, le 30 octobre 2012

Monseigneur Richard Smith
Président
Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC)
2500, Promenade Don Reid
Ottawa (Ontario) K1H 2J2

Monseigneur,

Dans les derniers mois, nous avons été consternés par certaines décisions prises par la CECC ou par le silence que cette dernière a choisi de garder devant certains enjeux. En outre, la façon de faire de quelques membres de sa direction nous inquiète profondément.

Au fond, ce sont les principes de l'ecclésiologie insufflée par le concile Vatican II qui nous semblent mis en péril par les orientations actuelles de la CECC. Dans les faits, cela se traduit par de graves reculs à l'égard de la riche tradition de l'enseignement social de l'Église, et par un conservatisme politique qui n'a rien à voir avec l'Évangile. Ces nouvelles orientations démontrent également une perte de volonté, au sein de l'épiscopat canadien, d'assumer sa responsabilité de dénoncer les choix politiques nuisant à la dignité et aux droits des personnes, ainsi qu'à la réalisation d'une société plus juste et solidaire – et ce, quelque soit le parti politique au pouvoir. Elles révèlent, enfin, une Église officielle de moins en moins intéressée à travailler de concert avec les organisations et les mouvements sociaux préoccupés par la justice sociale.

Ainsi, nous constatons qu'aucune lettre de dénonciation des nombreuses politiques du gouvernement actuel qui portent atteinte à la dignité humaine et à la justice sociale n'a été rendue publique depuis longtemps – que ce soit par votre Commission justice et paix ou par votre exécutif. Pourtant, les sujets ne manquent pas! Vous avez plutôt privilégié la dénonciation des pratiques de gouvernements étrangers. Cela était certes justifié, mais mettait davantage en lumière votre silence sur les politiques canadiennes.


Plus encore, nous remarquons depuis un certain temps l'absence répétée de la CECC comme signataire de textes collectifs importants vous ayant été soumis (appel sur les changements climatiques, intervention sur les coupures majeurs pour les aumôniers de prisons du Conseil des Églises, etc.) et auxquels participent pourtant d'autres Églises chrétiennes ou d'autres leaders religieux.

Ce refus de dénoncer les autorités politiques actuelles a même amené l'exécutif de la CECC à court-circuiter le processus démocratique de Développement et Paix, une institution phare de l'Église catholique au Canada. En réorientant sa campagne d'automne et en supprimant unilatéralement le geste proposé aux citoyens croyants (les cartes postales) pour qu'ils interpellent le gouvernement fédéral sur les nouvelles orientations inacceptables de l'aide internationale canadienne, vous semblez placer la préservation de vos « bonnes relations » avec le gouvernement conservateur au-dessus de toute autre considération.

Cette attitude explique probablement votre choix fort contestable de recevoir le ministre Jason Kenney à huis clos, lors de la dernière assemblée plénière des évêques. Nous vous avons déjà fait parvenir une lettre exposant les motifs de notre désaccord avec cette décision et avec la culture de secret l'entourant (lettre pour laquelle nous n'avons d'ailleurs reçu aucun accusé de réception). Or, nous continuons de constater que vos positions à l'égard des politiques canadiennes d'immigration n'apparaissent toujours pas claires et transparentes. Pendant ce temps, le gouvernement Harper continue de contribuer à la fragilisation du statut des migrants les plus vulnérables – la dernière annonce en liste étant l'introduction de la résidence permanente temporaire qui aura des conséquences néfastes, particulièrement pour les femmes les plus démunies.

Enfin, nous venons d'apprendre avec stupéfaction que le poste de conseiller principal pour les questions de justice sociale avait été aboli. Comme vous le savez, ce conseiller principal était justement celui qui permettait aux évêques de se tenir bien informés des enjeux relatifs à la justice, à la solidarité et à la paix. Il représentait l'épiscopat au sein des concertations avec les autres Églises et organisations sur les dossiers qui permettent d'actualiser et d'incarner l'engagement social de l'Église. C'est lui aussi qui effectuait la recherche et la rédaction nécessaires à vos prises de position sur des sujets à caractère social. L'abolition de ce poste a été justifiée par des considérations financières. Il nous est toutefois bien difficile de ne pas voir, en cette décision, une preuve supplémentaire des orientations malheureuses que nous déplorons dans cette lettre.

Bien à vous,



Élisabeth Garant
Directrice générale

Cc. Mgr Paul-André Durocher, Archevêque de Gatineau et vice-président de la CECC.
Membres de la Commission Justice et Paix: Mgr François Lapierre, Mgr Noël Simard, Mgr Donald Bolen, Mgr Anthony Mancini.
Mgr Patrick Powers, secrétaire général de la CECC.